

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

7 octobre 2021

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi-programme (I)
du 27 décembre 2006
en ce qui concerne l'indemnisation
des victimes de l'amiante**

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Voir:

Doc 55 0187/ (S.E. 2019):

- 001: Proposition de loi de Mme Van Peel.
- 002: Avis du Conseil d'État.
- 003: Avis du Conseil national du travail.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

7 oktober 2021

WETSVOORSTEL

**houdende wijziging van de programmawet (I)
van 27 december 2006
wat de schadeloosstelling voor
asbestslachtoffers betreft**

ADVIES VAN HET REKENHOF

Zie:

Doc 55 0187/ (B.Z. 2019):

- 001: Wetsvoorstel van mevrouw Van Peel.
- 002: Advies van de Raad van State.
- 003: Advies van de Nationale Arbeidsraad.

05373

N-VA	: <i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
Ecolo-Groen	: <i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen</i>
PS	: <i>Parti Socialiste</i>
VB	: <i>Vlaams Belang</i>
MR	: <i>Mouvement Réformateur</i>
CD&V	: <i>Christen-Démocratique en Vlaams</i>
PVDA-PTB	: <i>Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique</i>
Open Vld	: <i>Open Vlaamse liberalen en democraten</i>
Vooruit	: <i>Vooruit</i>
cdH	: <i>centre démocrate Humaniste</i>
DéFI	: <i>Démocrate Fédéraliste Indépendant</i>
INDEP-ONAFH	: <i>Indépendant - Onafhankelijk</i>

Abréviations dans la numérotation des publications:

DOC 55 0000/000	<i>Document de la 55^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi</i>
QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Version provisoire du Compte Rendu Intégral</i>
CRABV	<i>Compte Rendu Analytique</i>
CRIV	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>
PLEN	<i>Séance plénière</i>
COM	<i>Réunion de commission</i>
MOT	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>

Afkorting bij de nummering van de publicaties:

DOC 55 0000/000	<i>Parlementair document van de 55^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag, met links het defitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
PLEN	<i>Plenum</i>
COM	<i>Commissievergadering</i>
MOT	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>



Traduction : SB/NC

Avis sur la proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de l'amiante

(DOC 55 0187)

1. Demande d'avis

À la demande de la commission des Affaires sociales, de l'Emploi et des Pensions, la présidente de la Chambre a, par lettre du 17 juin 2021, demandé à la Cour des comptes de fournir une note contenant une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution des recettes qu'engendrerait l'adoption de la proposition de loi du 17 juillet 2019 modifiant la loi-programme (l) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne l'indemnisation des victimes de l'amiante, déposée par Madame Valerie Van Peel (DOC 55 0187/001).

2. Indemnisation des victimes de l'amiante

Depuis le 1^{er} avril 2007, le Fonds pour l'indemnisation des victimes de l'amiante (Fiva) indemnise les victimes de problèmes de santé liés à l'amiante¹, comme les asbestoses et les mésothéliomes, ainsi que, depuis 2019, les cancers du larynx, les cancers des poumons et les épaississements pleuraux diffus bilatéraux². L'Agence fédérale des risques professionnels (Fedris) gère ce fonds³. Le Fiva est financé par les pouvoirs publics, les employeurs, la gestion financière globale dans le statut social des travailleurs indépendants et au moyen de dotations, legs et subrogations. Tous les employeurs doivent contribuer au régime en payant une cotisation équivalant à 0,01 % de la masse salariale de leur entreprise⁴. Le législateur n'a opéré aucune sélection des employeurs qui, du fait de leurs activités spécifiques, ont accru le risque de maladies liées à l'amiante.

Le Fiva prévoit actuellement une indemnisation forfaitaire pour les victimes et une immunité civile complète pour quiconque a accru le risque de maladies liées à l'amiante. Le fonds indemnise les malades sous la forme soit d'une rente mensuelle, soit d'un capital versé en une seule fois⁵.

¹ Loi-programme (l) du 27 décembre 2006.

² Loi du 5 mai 2019 améliorant l'indemnisation des victimes de l'amiante.

³ Le Fiva a été créé le 1^{er} avril 2007 au sein du Fonds des maladies professionnelles (FMP). En 2017, le Fonds des maladies professionnelles et le Fonds des accidents du travail ont fusionné pour créer l'Agence fédérale des risques professionnels (Fedris).

⁴ Article 116 de la loi-programme l du 27 décembre 2006 : à partir de 2020, le taux de la cotisation est fixé à 0,01 % des rémunérations qui sont prises en considération pour le calcul des cotisations de sécurité sociale. Le Roi détermine annuellement par arrêté délibéré en conseil des ministres, au plus tard en décembre de l'année qui précède, sur proposition du comité de gestion des maladies professionnelles, sur la base des prévisions budgétaires, le nombre de trimestres pour lesquels la cotisation est due. À défaut d'arrêté pris dans le délai précité, la cotisation est due pour le premier et le deuxième trimestre.

⁵ Les victimes d'asbestose, de cancer du larynx ou des poumons et d'épaississements pleuraux diffus bilatéraux ont droit à une rente mensuelle par pour cent d'incapacité physique reconnue. Les victimes d'un mésothéliome reçoivent une

Le Fiva indemnise toutes les victimes de l'amiante qui y ont été exposées en Belgique : les victimes professionnelles (travailleurs du secteur privé, indépendants, fonctionnaires) et environnementales, donc non professionnelles (victimes environnementales ou entrées indirectement en contact avec l'amiante, comme les partenaires d'ouvriers ayant lavé leurs vêtements de travail pollués par l'amiante)⁶. La victime environnementale ou l'indépendant peut soit s'adresser au Fiva, soit entamer une action en responsabilité. En choisissant une indemnisation du Fiva, la victime renonce à la possibilité d'une action en responsabilité. Une victime professionnelle ne peut pas intenter d'action en responsabilité contre son employeur, sauf en cas de faute intentionnelle de l'employeur ou de son préposé⁷. Un indépendant ne connaît pas, en tant que victime de l'amiante, d'employeur responsable et se trouve donc dans la même situation qu'une victime environnementale.

La proposition de loi souhaite lever l'immunité civile du tiers responsable, telle que définie dans la loi-programme (I)⁸. Cette levée de l'immunité civile signifie qu'une victime non professionnelle ou un indépendant aura la possibilité d'engager une action en responsabilité contre un tiers (soit la partie civilement responsable de la pollution à l'amiante), même en ayant déjà reçu une indemnisation du Fiva. La possibilité de réclamer un dédommagement moral à des tiers est aussi offerte à la victime ou à ses ayants droit. La proposition de loi exclut toutefois une double indemnisation d'un même préjudice : une victime ayant déjà reçu une indemnisation du fonds devra la rembourser.

3. Estimation

Étant donné que l'auteur de la proposition de loi souhaite explicitement exclure une double indemnisation d'un même préjudice, la proposition de loi peut engendrer une **diminution des dépenses** pour le fonds, une victime de l'amiante ne pouvant pas combiner son indemnisation du Fiva à une éventuelle indemnisation par des tiers. Le nombre de bénéficiaires qui auront recours à une action en responsabilité n'est pas estimable, pas plus que le type d'indemnisation (matérielle ou morale), les montants que se verront attribuer les victimes ou les indemnisations (rétroactives ou non) qui ne seront, par conséquent, plus à la charge de Fedris.

indemnisation unique et ensuite un montant forfaitaire mensuel. En cas de décès, les ayants droit touchent un montant unique fixé en fonction du degré de parenté avec la victime.

⁶ La proposition de loi renvoie à ce sujet aux victimes primaires de l'amiante, aux victimes secondaires de l'amiante et, enfin, aux victimes environnementales exposées également à l'amiante en dehors du cadre de l'activité professionnelle.

⁷ Article 51 des lois du 3 juin 1970 relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, article 46 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail pour le secteur privé et article 14 de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.

⁸ Article 125 de la loi-programme I du 27 décembre 2006.

En l'absence de clarté sur la subrogation de Fedris⁹ et l'ampleur de l'indemnisation octroyée aux victimes, la Cour des comptes n'est pas en mesure de réaliser une estimation exacte de cette diminution des dépenses.

À la demande de la Cour des comptes, Fedris a transmis les données relatives aux victimes de l'amiante, ce qui permet d'estimer l'ordre de grandeur des indemnisations. En 2020, le Fiva a versé 18,90 millions d'euros d'indemnités, dont 6,46 millions d'euros pour les deux catégories de victimes visées par la proposition de loi : 0,67 million d'euros pour les indépendants et 5,79 millions d'euros pour les victimes environnementales.

Tableau – Dépenses du Fonds amiante (2020)

Catégorie des victimes de l'amiante	Dépenses en millions d'euros
Victimes professionnelles : salariés et fonctionnaires	12,44
Victimes professionnelles : indépendants	0,67
Victimes environnementales	5,79
Total	18,90

Source : Cour des comptes, sur la base des données de Fedris

Étant donné que le nombre de bénéficiaires peut augmenter à l'avenir en raison de l'élargissement des affections liées à l'amiante depuis 2019, un plus grand nombre de victimes entreront peut-être aussi en considération pour réclamer un dédommagement à des tiers. Parallèlement, le nombre de victimes peut également diminuer à terme grâce aux mesures prises dans le passé pour réduire l'exposition à l'amiante.

L'octroi d'un dédommagement moral n'a pas d'incidence sur les dépenses, étant donné que le Fiva n'en attribue pas.

Même si la proposition de loi ne modifie pas les sources de financement du Fiva, elle peut malgré tout conduire à terme à une **diminution des recettes** pour l'État. Pour autant que les victimes obtiennent leur indemnisation de la part de tiers via un tribunal plutôt que via le Fiva, le financement de ce fonds peut faire l'objet de discussions, comme notamment la cotisation obligatoire par les employeurs équivalant à 0,01 % de la masse salariale de leur entreprise ou le financement par le biais de la gestion financière globale dans le statut social des travailleurs indépendants. Celui-ci est par exemple fixé annuellement a posteriori en

⁹ Cette subrogation implique qu'un nouveau créancier, autrement dit la victime de l'amiante ou son ayant droit, remplace le créancier initial Fedris et reprenne ainsi ses droits vis-à-vis du débiteur. La proposition de loi abroge l'article 125, § 3, de la loi-programme (l) : « Fedris est subrogé dans les droits de la victime ou de ses ayants droit vis-à-vis du tiers responsable du dommage à concurrence du montant des interventions du Fonds amiante ».



fonction du nombre d'indemnisations financières effectives pour les indépendants victimes de l'asbestose cette année-là¹⁰. En 2019, il s'élevait à 93.000 euros¹¹.

4. Conclusion

En 2020, le Fiva a dédommagé un montant de 6,46 millions d'euros aux ayants droit appartenant aux catégories de victimes de l'amiante visées par la proposition de loi et susceptibles de réclamer un dédommagement via un tribunal plutôt qu'une indemnisation par le fonds. La Cour des comptes n'est pas en mesure d'estimer l'incidence budgétaire de cette proposition de loi. En effet, il n'est pas possible de déterminer précisément le nombre d'ayants droit qui intenteront avec succès une action en responsabilité et qui, de ce fait, perdront ou rembourseront éventuellement leur indemnité via le Fiva. Une double indemnisation pour le même préjudice n'est en effet pas permise. Il n'est pas non plus possible d'établir avec certitude si la proposition de loi pourra à terme avoir une incidence sur le financement du Fiva par des cotisations des employeurs ou par la gestion financière globale dans le statut des indépendants.

¹⁰ Article 116 de la loi-programme I du 27 décembre 2006 et article 3 de l'arrêté royal du 11 mai 2007 portant exécution du chapitre VI, du titre IV, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 portant création d'un Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante.

¹¹ Gestion financière globale – résultat consolidé pour 2019, Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, 2019, <https://inastirapportannuel.be/2019/gestion-financiere-globale/>.



Advies bij wetsvoorstel over schadeloosstelling voor asbestslachtoffers (DOC 55 0187)

1. Vraag om advies

Op verzoek van de commissie voor Sociale Zaken, Werk en Pensioenen heeft de kamervoorzitster bij brief van 17 juni 2021 het Rekenhof gevraagd een nota te verstrekken met een raming van de nieuwe uitgaven of van de minderontvangsten die de goedkeuring tot gevolg zou hebben van het wetsvoorstel van 17 juli 2019 houdende wijziging van de programmawet (I) van 27 december 2006 wat de schadeloosstelling voor asbestslachtoffers betreft, ingediend door mevrouw Valerie Van Peel (DOC 55 0187/001).

2. Schadeloosstelling voor asbestslachtoffers

Sinds 1 april 2007 keert een Asbestfonds (AFA) vergoedingen uit aan slachtoffers van asbestgerelateerde gezondheidsschade¹ zoals asbestose en mesotheliom en vanaf 2019 ook strottenhoofdkanker, longkanker en bilaterale diffuse pleuraverdikkingen². Het Federaal Agentschap voor Beroepsrisico's (Fedris) beheert dit fonds³. Het AFA wordt gefinancierd door de overheid, door de werkgevers, door het globaal financieel beheer van het sociaal statuut van de zelfstandigen en door schenkingen, legaten en subrogatie. Alle werkgevers dienen bij te dragen aan de regeling door een bijdrage te betalen berekend op 0,01% van hun loonmassa⁴. De wetgever maakte namelijk geen selectie van de werkgevers die door hun specifieke activiteiten het risico op asbestschade hebben verhoogd.

Het AFA voorziet momenteel in een forfaitaire vergoedingsregeling voor slachtoffers en een volledige burgerrechtelijke immuniteit voor wie het risico op asbestschade heeft verhoogd. Het fonds vergoedt de zieken hetzij in de vorm van een maandelijkse rente, hetzij in de vorm van een kapitaal dat in één keer wordt uitbetaald⁵.

¹ Programmawet (I) van 27 december 2006.

² Wet van 5 mei 2019 tot verbetering van de schadeloosstelling voor asbestslachtoffers.

³ Het AFA werd op 1 april 2007 opgericht binnen het Fonds voor beroepsziekten (FBZ). In 2017 zijn het Fonds voor Beroepsziekten en het Fonds voor Arbeidsongevallen gefuseerd tot het Federaal Agentschap voor Beroepsrisico's (Fedris).

⁴ Artikel 116 van de Programmawet I van 27 december 2006: Vanaf 2020 wordt het bedrag van de bijdrage vastgesteld op 0,01 % van de lonen die in aanmerking werden genomen voor de berekening van de sociale zekerheidsbijdragen. De Koning bepaalt jaarlijks, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, ten laatste in december van het jaar dat voorafgaat, op voorstel van het Beheerscomité voor de beroepsziekten, op basis van de begrotingsvooruitzichten, het aantal trimesters waarvoor de bijdrage verschuldigd is. Bij gebrek aan een besluit genomen binnen de voormelde termijn, is de bijdrage verschuldigd voor het eerste en het tweede trimester.

⁵ De slachtoffers van asbestose, strottenhoofdkanker, longkanker en bilaterale diffuse pleuraverdikkingen hebben recht op een maandelijkse rente per procent erkende lichamelijke ongeschiktheid. De slachtoffers van een mesotheliom



Het AFA vergoedt alle asbestoslachtoffers die in België zijn blootgesteld: beroepsslachtoffers (werknelmers uit de privésector, zelfstandigen, ambtenaren) en omgevingsslachtoffers, dus niet-professionele slachtoffers (milieuslachtoffers of wie onrechtstreeks in contact is gekomen met asbest, zoals bijvoorbeeld de huisgenoten van arbeiders die de met asbest vervuilde werkkleijf van de partner hebben gereinigd)⁶. Het omgevingsslachtoffer of de zelfstandige kan zich ofwel richten tot het AFA, ofwel een aansprakelijkheidsvordering opstarten. Wanneer hij kiest voor een vergoeding van het AFA, kan hij geen aansprakelijkheidsvordering meer opstarten. Een beroepsslachtoffer kan geen aansprakelijkheidsvordering instellen tegen zijn werkgever met uitzondering van een aansprakelijkheidsvordering in geval van opzettelijke fout bij de werkgever of zijn aangestelde⁷. Een zelfstandige kent als asbestoslachtoffer geen verantwoordelijke werkgever en kent daarom dezelfde situatie als een omgevingsslachtoffer.

Het wetsvoorstel wil de burgerrechtelijke immuniteit van de aansprakelijke derde, zoals geregeld in de programmatuur (I)⁸, opheffen. Dit betekent dat een niet-professioneel slachtoffer of een zelfstandige de mogelijkheid zal krijgen om een aansprakelijkheidsvordering in te stellen tegen een derde (nl. de burgerrechtelijke aansprakelijke van de asbestvervuiling), ook al heeft hij al een vergoeding gekregen uit het AFA. Het slachtoffer of zijn rechthebbenden krijgen ook de mogelijkheid om een morele schadevergoeding te vorderen van derden. Het wetsvoorstel sluit wel een dubbele schadevergoeding voor dezelfde schade uit, waardoor een slachtoffer dat eerder een vergoeding van het fonds ontving, deze zal moeten terugbetalen.

3. Raming

Aangezien de indiener van het wetsvoorstel explicet een dubbele schadevergoeding voor dezelfde schade wil uitsluiten, kan het wetsvoorstel leiden tot een **minderuitgave** voor het fonds doordat een asbestoslachtoffer zijn vergoeding van het AFA niet mag combineren met een eventuele schadeloosstelling door derden. Het valt niet te ramen hoeveel gerechtigden gebruik zullen maken van een aansprakelijkheidsvordering. Evenmin kan worden ingeschat welke soort van schadeloosstellingen (materieel of moreel), noch welke bedragen de slachtoffers toegekend zullen krijgen, en dus welke vergoedingen (al dan niet retroactief) bijgevolg niet meer ten laste van Fedris zullen zijn.

ontvangen een eenmalige vergoeding en nadien een maandelijks forfaitair bedrag. Bij overlijden ontvangen de rechthebbenden eenmalige bedragen volgens hun graad van verwantschap met het slachtoffer.

⁶ In het wetsvoorstel wordt in dat verband verwezen naar de primaire asbestgerelateerde slachtoffers, de secundaire asbestgerelateerde slachtoffers en tot slot de milieuslachtoffers die ook buiten de beroepsactiviteiten blootgesteld werden aan asbest.

⁷ Artikel 51 van de wetten van 3 juni 1970 betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, artikel 46 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 voor de privésector en artikel 14 van de wet van 3 juli 1967 betreffende preventie of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector.

⁸ Artikel 125 Programmatuur I van 27 december 2006.



Bij gebrek aan duidelijkheid over de subrogatie van Fedris⁹ en de omvang van de toegekende schadevergoeding aan de slachtoffers, kan het Rekenhof deze minderuitgave niet exact ramen.

Fedris bezorgde, op vraag van het Rekenhof, de gegevens over asbestoslachtoffers, wat toelaat om de grootteorde van de schadevergoedingen in te schatten. In 2020 keerde het AFA 18,90 miljoen euro uit, waarvan 6,46 miljoen euro voor de beide categorieën slachtoffers die beoogd zijn in het wetsvoorstel: 0,67 miljoen euro voor zelfstandigen en 5,79 miljoen euro voor omgevingsslachtoffers.

Tabel – Uitgaven Asbestfonds (2020)

Categorie asbestoslachtoffers	Uitgaven in miljoen euro
Beroepsslachtoffers: werknemers en ambtenaren	12,44
Beroepsslachtoffers: zelfstandigen	0,67
Omgevingsslachtoffers	5,79
Totaal	18,90

Bron: Rekenhof, op basis van gegevens Fedris

Aangezien het aantal uitkeringsgerechtigden in de toekomst kan stijgen door de uitbreiding van de asbestgerelateerde aandoeningen sinds 2019, komt er in de toekomst misschien ook een groter aantal slachtoffers in aanmerking om een schadevergoeding te eisen van derden. Tegelijk kan het aantal slachtoffers op termijn ook dalen door maatregelen uit het verleden die de blootstelling aan asbest verminderden.

Het toekennen van morele schadevergoedingen heeft geen invloed op de uitgaven, aangezien AFA geen morele schadevergoedingen toekent.

Hoewel het wetsvoorstel de financieringsbronnen van het AFA niet wijzigt, kan het op termijn onrechtstreeks toch leiden tot een **minderontvangst** voor de Staat. Voor zover slachtoffers via een rechtdrank hun schadevergoeding verkrijgen van derden in plaats van via het AFA, kan de financiering van het AFA namelijk ter discussie komen, zoals onder meer de verplichte bijdrage door werkgevers van 0,01% van de loonmassa of de financiering vanuit het globaal financieel beheer van het sociaal statuut van de zelfstandigen. De financiering vanuit het globaal financieel beheer van de zelfstandigen wordt bijvoorbeeld jaarlijks a

⁹ Deze subrogatie houdt in dat een nieuwe schuldeiser, namelijk het asbestoslachtoffer of zijn rechthebbenden, in de plaats treedt van de oorspronkelijke schuldeiser Fedris en zo ook diens rechten t.o.v. de schuldenaar overneemt. Het wetsvoorstel heft namelijk artikel 125 §3 van de programmawet (I) op: "voor het bedrag van de tussenkomsten van het Asbestfonds, treedt Fedris in de rechten van het slachtoffer of zijn rechthebbenden ten opzichte van de bedoelde aansprakelijke derde voor de schade."



posteriori vastgelegd op basis van het aantal effectieve financiële schadeloosstellingen voor zelfstandigen met asbestose voor dat jaar¹⁰. In 2019 ging het om 93.000 euro¹¹.

4. Conclusie

Het AFA vergoedde in 2020 6,46 miljoen euro aan rechthebbenden behorend tot de categorieën van asbestoslachtoffers die door het wetsvoorstel worden beoogd en die een schadevergoeding kunnen eisen via een rechtkant in plaats van een vergoeding door het fonds. Het Rekenhof kan de budgettaire impact van dit wetsvoorstel niet ramen. Het is namelijk onduidelijk hoeveel rechthebbenden succesvol gebruik zullen maken van een aansprakelijkheidsvordering en daardoor hun uitkering via het AFA eventueel zullen verliezen of terugbetaLEN. Een dubbele schadevergoeding voor dezelfde schade is namelijk niet toegelaten. Ook is het onzeker of het wetsvoorstel op termijn een impact kan hebben op de financiering van het AFA door bijdragen van werkgevers of door de globaal financieel beheer van de zelfstandigen.

¹⁰ Artikel 116 van de Programmawet I van 27 december 2006 en artikel 3 van het koninklijk besluit van 11 mei 2007 ter uitvoering van hoofdstuk VI, van titel IV, van de programmawet (I) van 27 december 2006 tot oprichting van een Schadeloosstellingfonds voor asbestoslachtoffers.

¹¹ Globaal financieel beheer – geconsolideerd resultaat voor 2019, Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, 2019, <https://rsvjaarverslag.be/2019/globaal-financieel-beheer/>